

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Les apprenti sorciers

Le Conseil des ministres de l'énergie a décidé d'une ouverture complète à la concurrence du marché de l'électricité pour tous les consommateurs au 1^{er} juillet 2007 (voir infra), sans avoir procédé à une évaluation préalable des effets des mesures antérieures de libéralisation, ni des expériences de certains pays. Peu importe la date d'entrée en vigueur, ou que certaines mesures d'accompagnement, bien timides, aient été prévues en matière de service universel, les ministres ont pris la lourde responsabilité d'engager l'Union européenne dans une voie dangereuse.

Pour mesurer les effets d'une ouverture complète à la concurrence sur les différenciations et les polarisations, sociales et spatiales, et les restructurations des opérateurs en oligopoles, l'évaluation devrait prendre en compte l'histoire des systèmes électriques et les expériences de libéralisation des quinze dernières années. Il est probable qu'elle montrerait que les consommateurs les moins riches et ceux des zones géographiques isolées ou en difficulté risquent de voir les prix augmenter et la qualité se dégrader, que l'accès de chacun à ce bien essentiel qu'est l'énergie est mis en cause et, par là même, la cohésion économique, sociale et territoriale dont l'Europe a besoin. Et cette logique risque de s'appliquer de la même façon pour les services postaux et pour les transports, demain pour la santé et l'éducation, si le dogme libéral continue à dominer.

C'est pourquoi, la Convention sur l'avenir de l'Europe doit inscrire, dans la future Constitution européenne, les services d'intérêt général comme éléments de garantie des droits fondamentaux de la personne et comme garantie de la cohésion économique, sociale, territoriale et intergénérationnelle de l'Union. Si la libéralisation et l'ouverture à la concurrence ont le mérite d'inciter à l'efficacité, elles ne rempliront leur rôle que si elles s'accompagnent, à égalité de normes juridiques, de mesures garantissant les droits fondamentaux individuels et collectifs, ainsi que le développement durable.

P. Bauby, J-C Boual, K. Varin

Conseil énergie

Le Conseil du 25 novembre dernier, a abouti à un accord sur la libéralisation de l'électricité et du gaz : 1^{er} juillet 2004 pour les consommateurs autres que les ménages, 1^{er} juillet 2007 pour tous les consommateurs.

La directive pose, notamment, que : les obligations de service public et de protection des consommateurs devront s'appliquer à tous les clients résidentiels et, le cas échéant, aux petites et moyennes entreprises ; tout refus d'autorisation de construction de nouvelles installations de production devra être justifié et motivé ; la dissociation juridique des gestionnaires des réseaux de transport sera obligatoire à partir de juillet 2004 et celle des réseaux de distribution à partir de juillet 2007 ; les Etats estimant que cette séparation n'est pas nécessaire pourront demander une exemption, qui leur sera accordée par le Parlement et le Conseil sur la base d'un rapport de la Commission ; la comptabilité interne des entreprises devra tenir des comptes séparés des .../..

Unleashing uncontrollable forces

The Council of Ministers on energy has approved the full opening to competition of the electricity market of all consumers from 1st July 2007 (see below), without carrying out prior assessment of previous measures on liberalisation, nor examining experiences from certain countries on the matter. Whatever the date of application of this decision or, in spite of measures, rather feeble, on universal services envisaged to accompany the decision, it should be noted that the ministers have assumed a serious responsibility of placing the European Union on a dangerous path.

In order to assess the effects of this total opening to competition on social and spatial differentiations and polarisations, restructuring of operators in oligopolies, the assessment should take into account the history of electricity supply systems and of liberalisation experiences in the last fifteen years. It is likely that it would demonstrate that less fortunate consumers and those situated in geographically isolated zones or simply those that are in difficulties, are likely to suffer price increases and falling service quality, that everyone's access to this essential service, energy, is uncertain, and, along with all this, the economic, social and territorial cohesion which Europe so much needs is questionable. Such reasoning is likely to be applied in the same way to postal services and transports and further still in the health sector if the liberal dogma continues to dominate.

This is why the European Convention on the future of Europe should identify, in the forthcoming European constitution, services of general interest as an element guaranteeing the fundamental rights of the individual and, also, as a guarantee of economic, social, territorial and intergenerational cohesion of the Union. Whereas liberalisation and opening to competition have the merit of encouraging efficiency they will be able to fulfil their role only if, on the same legal standards, they are accompanied by measures that guarantee individuals and collective fundamental rights as well as sustainable development.

P. Bauby, J-C Boual, K. Varin

Energy Council

The energy council held on 25th November reached an agreement on the liberalisation of electricity and gas: on 1st July 2004 for all consumers except households, on 1st July 2007 for all consumers.

The directive establishes, in particular that: public service obligation and consumer protection should be applied to all residential clients and, where necessary, to small and medium sized enterprises; any refusal to grant permission for the constructions of new production plants should be justified and explained; legal demutualisation of transport network managers will be compulsory from July 2004 and that distribution networks from July 2007; Member states deeming such measures as unnecessary could ask for an exemption which would be granted them by the Parliament and the Council on the basis of a report from the Commission; the internal accounting systems of enterprises are required to keep separate accounts of .../..

activités de transport et de distribution et les Etats membres y auront accès ; l'accès des tiers aux réseaux de transport et de distribution se fera sur la base de tarifs publiés ; les autorités de régulation doivent être indépendantes et chargées, en particulier, de fixer ou d'approuver les méthodes de calcul des tarifs ; une dérogation de dix huit mois, après le 1^{er} juillet 2004, est possible en cas de difficulté pour ouvrir le marché aux clients non résidentiels ; à partir de 2005 la Commission publiera un rapport général sur la situation et, à partir de 2006, elle proposera, le cas échéant, au Parlement et au Conseil toute mesure nécessaire correctrice pour réaliser le marché intérieur de l'énergie.

Services postaux

♦ **Rapport sur l'application de la directive postale de 1997** : Selon ce rapport de la Commission, du 25 novembre 2002, la qualité des services postaux s'est améliorée depuis l'entrée en vigueur de la directive. Ainsi, notamment : la directive a été mise en œuvre correctement, sauf dans certains cas en ce qui concerne les autorités régulatrices nationales (Belgique, France) ; le service postal universel a été sauvegardé dans tous les Etats membres et le niveau s'est élevé ; la distribution du courrier transfrontière s'est améliorée ; la plupart des prestataires de service universel sont passés du statut d'opérateur public à celui de personne morale et certains ont commencé à être privatisés ; l'emploi dans le secteur a légèrement progressé (4,3% de 1996 à 2000), mais il a diminué de 1,13% au sein des prestataires de service universel (avec des réductions supérieures à 10% en Belgique, en Italie et en Suède, et une augmentation au Pays Bas et au Portugal). Le rapport conclut qu'à la lumière de la nouvelle directive postale, il n'y a pas lieu de formuler actuellement de nouvelles recommandations.

Une nouvelle fois, la Commission ne pratique pas à son égard la séparation des fonctions qu'elle préconise par ailleurs et s'octroie la fonction d'évaluation à côté de celle de réglementation. En outre, son rapport est loin de résulter d'une évaluation publique, pluraliste et contradictoire, qui seule garantirait sa fiabilité, ainsi que l'a souvent demandé le CELSIG. Le rapport est consultable sur <http://europa.eu.int/com/internalmarket/fr/postal/stud/index.htm>

♦ **Concentration** : Avec l'aval de la Commission, Deutsche Post a pris le contrôle total de DHL, leader mondial de la messagerie express, pour un montant de 400 millions d'euros.

Initiatives

♦ L'initiative du 2 décembre 2002 sur "Les services d'intérêt général et la Convention" (voir bulletin 117) a débouché sur une adresse à la Convention européenne (texte consultable sur <http://www.epsu.org/projects/PS0212/DeclPS.pdf>). Les organisateurs vont continuer à travailler ensemble pour élaborer des propositions concrètes.

♦ Le CELSIG va co-organiser au Parlement européen, le 31 janvier 2003, avant le dépôt du rapport du groupe de travail sur "l'Europe sociale", une journée destinée à faire converger les diverses initiatives sur les services d'intérêt général et présenter des propositions à la Convention.

Informations : celsig@globenet.org

transport and distribution activities and Member States will have access to them; access by third parties to transport and distribution networks will be possible on the basis of published charges; regulation authorities must be independent and responsible for setting up or approving calculation methods to determine charges; a grace period of 18 months, after 1st July 2004 could be granted to cater for difficulties in opening the market to non-residential clients; after 2005 the Commission will publish a general report on the situation and, from 2006 it will, where necessary, make proposals to the Parliament and to the Council on corrective steps required to achieve internal market in energy.

Postal services

♦ **The report on the implementation of the 1997 postal services directive**: According to the report by the Commission, published on 25th November 2002, the quality of postal services has improved since the directive came into effect. In particular: the directive has been throughout correctly implemented, except in only a few cases of national regulation authorities (Belgium, France); the universal postal service has been preserved in all Member States and its quality improved; cross-border mail distribution has also been improved; most providers of universal service have changed from the public operator status to that of legal entity; some have started being privatised; employment situation in this sector has slightly improved (4.3% from 1996 to 2000), however it fell amongst the universal service providers (with a drop of over 10% in Belgium and Italy and a rise in The Netherlands and in Portugal). The report concludes that in light of the new postal directive, it would not be necessary, at present, to draw up new recommendations.

Once again, the Commission is not applying to itself the principle of separation of functions which it recommends and, assumes on its own, the function of assessment alongside that of regulation. Further, this report is far from being the outcome of a public, pluralist and contradictory evaluation of the situation, as has been often demanded by the CELSIG, and which is the only way to ensure its reliability. The report is available at <http://europa.eu.int/com/internalmarket/fr/postal/stud/index.htm>

♦ **Concentration**: With the approval of the Commission, Deutsche Post has acquired full control of DHL, a world leader in express deliveries, for 400 million euros.

Initiatives

♦ The 2nd December 2002 meeting on "Services of General Interest and the Convention" (see bulletin 117), managed to place itself in the European Convention (text is available at <http://www.epsu.org/projects/PS0212/DeclPS.pdf>;) organisers will continue to work together to draw up concrete proposals.

♦ Before the submission of the report from the working group "Social Europe", CELSIG will jointly organise a seminar, at the European Parliament on 31st January 2003, aimed at bringing together various ideas on services of general interest and present proposals to the Convention.

Enquiries: celsig@globenet.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.